

Le Journal des décideurs

L'économiste

du Bénin

AGI
AFRICAIN DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

SOCIETE DE BOURSE

Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou
contact@agi-agi.com
+229 21 31 87 33
+229 21 31 60 65

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en baisse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Université d'Abomey-Calavi

Des nouveaux frais de délivrance des actes à l'UAC

Dans une note en date du 26 avril 2022, le recteur de l'Université d'Abomey-Calavi (UAC), professeur Félicien Avléssi a détaillé les différents ... • (Page 11)

Crise alimentaire mondiale

22 millions de tonnes de céréales bloquées en Ukraine

Près de 22 millions de tonnes de céréales sont actuellement bloquées dans des silos de l'Ukraine à cause de la guerre ... • (Page 09)

Villes intermédiaires / Sommet Africités 9 • (Page 03)

Les élus locaux appellent à une meilleure utilisation de l'impôt foncier



Prix de l'huile végétale à 1300 FCFA • (Page 04)

Les commerçants véreux dans le collimateur du gouvernement

Exécution du budget 2022

Les informaticiens du MEF outillés sur le système d'information

Du 08 au 20 mai 2022, divers responsables du Système d'information de gestion ... • (Page 11)

Centres hôteliers

Les ministres du Tourisme et du Numérique préoccupés par la connectivité

Dans la perspective de ne laisser aucun secteur d'activité en dehors de la révolution ... • (Page 02)

Crise alimentaire

La BAD approuve 931 milliards Fcfa pour l'Afrique

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAD) s'est réuni ce vendredi 20 mai 2022. Pour aider les pays africains à éviter une crise ... • (Page 04)

Processus d'élaboration

Wanep-Bénin met les Osc devant leurs responsabilités

Les membres des Cellules de participation citoyenne (Cpc) et les Organisations de la société civile (Osc) du ... • (Page 11)

Taux de change du Fcfa XOF offert par

L'économiste

Devises étrangères	Dollar (Usd)	Euro	Livre Sterling	Naïra	Cedi	Rand	Yen	Yuan	Dirham (Aed)	Roupie (Inr)
FCfa (XOF)	628.40	655.95	774.22	1.51	83.84	38.90	4.86	92.61	171.11	8.7

Centres hôteliers et touristiques au Bénin

Les ministres du Tourisme et du Numérique préoccupés par la connectivité

Dans la perspective de ne laisser aucun secteur d'activité en dehors de la révolution numérique en cours au Bénin, le ministre du tourisme, de la culture et des arts, Jean-Michel Abimbola et sa collègue du numérique et de la digitalisation, Aurélie Adam Soulé Zoumarou, ont échangé, vendredi 20 mai 2022, avec les professionnels de l'hôtellerie et les Fournisseurs d'accès à internet (FAI). Une rencontre qui a permis d'informer les acteurs sur les réformes en cours dans le secteur au Bénin.

• Sylvestre TCHOMAKOU

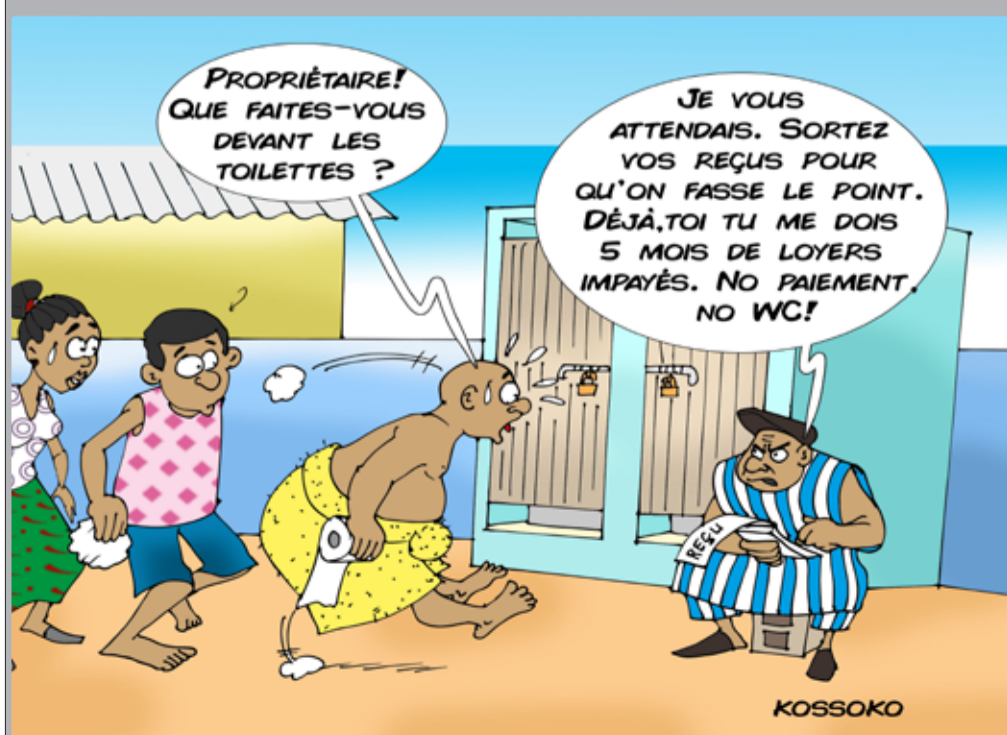
Pour hisser le Bénin parmi les destinations touristiques les plus prisées en Afrique, l'Etat béninois à travers les ministères du tourisme et du numérique se mobilise à embarquer les établissements d'hébergement touristique dans le numérique. Faisant suite à l'étude commanditée par le Gouvernement du Bénin, avec le concours de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) et de la Banque mondiale sur l'état des lieux et l'exercice des activités touristiques au Bénin, cette rencontre se veut d'expliquer aux managers des hôtels béninois, l'importance de disposer d'une connexion internet performante à l'ère du digital. A cette occasion qui a réuni hôteliers, fournisseurs d'accès à internet, il a été question pour les ministères concernés, de présenter aux participants, les réformes en cours, notamment la refonte des textes règlementaires, la mise en place d'un nouveau système d'octroi des licences et agréments et de classement des établissements touristiques. Intervenant à l'occasion, la ministre du numérique et de la digitalisation, Aurélie Adam Soulé Zoumarou, a expliqué que cette nouvelle étape est la suite logique des actions de développement numé-



rique du gouvernement, et, par ailleurs, des recommandations de la clientèle. « Dans l'ère dans laquelle nous vivons, il y a un facteur aussi essentiel que l'eau et l'énergie : c'est la connectivité. L'internet est devenu une denrée essentielle », va-t-elle assurer. A l'en croire, cette démarche permettra l'émergence de nouvelles catégories d'activités dans le secteur hôtelier et touristique. Rappelant aux participants que plus de 700 milliards FCFA sont à investir dans la culture et le tourisme au cours de la période 2021-2026, le ministre Jean-Michel Abimbola a fait savoir que « les outils tels que le e-billet, les plateformes de réservation en ligne ou encore les visites virtuelles pour augmenter l'attractivité des destinations deviendront nos habitudes à l'instar du e-visa qui est une

grande réussite saluée par plusieurs pays ». Pour lui, la transformation digitale permet un large éventail de choix. « L'importance de l'exercice qui nous réunit aujourd'hui est de vous permettre de disposer in fine d'une connexion internet performante afin d'offrir à vos clients, désormais plus exigeants, un séjour confortable sur un marché de plus en plus concurrentiel », a précisé le ministre en charge du tourisme avant de rassurer de l'entière disponibilité de l'Etat à soutenir les différents complexes hôteliers dans cette nouvelle aventure qui demeure essentielle pour commercialiser la destination Bénin. Conscients de l'originalité de la vision à eux présentée, les managers hôteliers, par la voix du Président de la CONEB, Albin Féliho, se sont engagés à se mettre au pas pour un environnement plus convivial.

Cari du jour

AUX DECIDEURS...
Cela nous étreint

La recherche d'un logement à louer dans la ville de Cotonou et ses environs relève de l'exploit au terme d'un chemin de croix. Trois situations se présentent. Il y a d'abord le coup du hasard qui peut jouer en faveur d'un futur locataire à la recherche de logement. Dans ce cas, ce dernier peut être informé de la disponibilité d'un logement auprès d'un propriétaire et négocier directement son bail. Ces cas sont vraiment rares. Il y a ensuite ce qu'on peut qualifier d'accès à une location par substitution. Dans ce cas de figure, c'est un locataire qui, se mettant dans les dispositions de libérer le logement précédent, en informe ses connaissances jusqu'à rencontrer une qui exprime le besoin de louer une maison de même standing. Enfin, la dernière possibilité dans la recherche de logement est la plus répandue. Il s'agit du recours aux services d'agents immobiliers, communément appelés « démarcheurs ». Ces personnes qui, en réalité, n'ont pas la qualification d'agents immobiliers se sont investis dans le secteur et ont fait main basse sur les logements locatifs.

Ainsi, ils sont pratiquement indispensables dans le service. Dans tous les cas, ils profitent bien de ce métier qui leur procure les ressources dont ils ont besoin pour satisfaire leurs besoins fondamentaux. Avoir recours au service express des démarcheurs fait gagner vraiment du temps. En une demi-journée, le futur locataire aura parcouru avec le démarcheur plusieurs maisons destinées à la location. Au terme de ce périple, il lui est loisible d'opérer un choix conséquent.

Mais pour bénéficier des services du démarcheur, il faut se soumettre à son protocole qui impose d'abord de s'acquitter de ses honoraires de déplacement qui s'élèvent à 2000F par déplacement. Avouons qu'en désespoir de cause, l'acquéreur cède à cette forme d'escroquerie. La seconde disposition de ce protocole qui n'est écrit nulle part, est le paiement par le locataire au démarcheur d'une prime ayant la même valeur locative mensuelle de la maison mise en bail. Ainsi, pour un loyer de 50.000F le mois, il faut payer au démarcheur 50.000F. Si la valeur locative est de 200.000F le mois, le démarcheur vous prend 200.000F. Et ces dépenses ne comptent pas pour le propriétaire. En effet, après avoir payé les honoraires de déplacement et la prime qui équivaut à la valeur locative de la maison, il faut payer les avances sur loyer et une caution d'eau et d'électricité. Dans cette logique, il était loisible à chaque propriétaire suivant sa vulnérabilité ou non de fixer le nombre de mois pour les avances sur loyer. Heureusement, de ce point de vue, une réglementation fixe à trois mois le nombre des avances sur loyer. Le recours aux services des démarcheurs est partagé entre service express et escroquerie. Mais tout le monde s'en accommode en faisant contre mauvaise fortune bon cœur. Sauf que cela fait trop dépenser l'acquéreur. Il est à souligner qu'à côté des démarcheurs, il y a des agences immobilières plus structurées qui opèrent dans le secteur. Elles sont plus dans la location des appartements et des parcelles. A ces agences immobilières, il faut payer un pourcentage sur les montants des achats.

Jean-Claude KOUAGOU

Eco secret

Nigeria : l'inflation poursuit sa hausse entamée depuis janvier 2022

Le taux d'inflation a bondi à 16,82% en avril 2022 (contre 15,92 % en mars), selon le rapport mensuel sur l'indice des prix à la consommation publié ce lundi 16 mai par le Bureau national des statistiques (NBS). Il s'agit de son plus haut niveau élevé depuis août 2021, et de sa quatrième hausse consécutive depuis janvier. Sur une base mensuelle, l'indice global de l'évolution des prix aura progressé de 1,76 % en avril 2022, contre une augmentation de 1,74 % enregistrée le mois précédent. Pour sa part, le taux d'inflation urbaine est passé à 17,35 % en avril 2022.

Villes intermédiaires / Sommet Africités 9

Les élus locaux appellent à une meilleure utilisation de l'impôt foncier

Réunis à Kisumu, au Kenya, du 17 au 21 mai 2022, pour réfléchir sur les voies et moyens susceptibles d'accélérer le développement des collectivités territoriales d'Afrique, les maires, élus locaux et régionaux africains, ont, au terme de cinq (05) jours d'échanges, adopté une déclaration commune dont ils s'engagent à mettre en application dans leurs territoires et communautés. Lire la déclaration finale du sommet.

LE RÔLE DES VILLES INTERMÉDIAIRES AFRICAINES DANS LA MISE EN ŒUVRE DE L'AGENDA 2030 DES NATIONS UNIES ET L'AGENDA 2063 DE L'UNION AFRICAINE

9^{ème} Sommet des Africités – Kisumu, Kenya 2022

Déclaration des Maires et Leaders des Collectivités territoriales d'Afrique

Nous les maires, élus locaux et régionaux africains, leaders des collectivités territoriales de l'Afrique, réunis sous l'égide de Cités et Gouvernements Locaux Unis dans le cadre de la 9^{ème} édition du Sommet Africités organisé à Kisumu, Kenya du 17 au 21 Mai 2022, sous le Haut Patronage de son Excellence Uhuru Kenyatta, Président de la République du Kenya, autour du thème « **LE RÔLE DES VILLES INTERMÉDIAIRES AFRICAINES DANS LA MISE EN ŒUVRE DE L'AGENDA 2030 DES NATIONS UNIES ET L'AGENDA 2063 DE L'UNION AFRICAINE** » en présence de représentants des Etats, d'anciens chefs d'Etats d'Afrique, de chefs traditionnels africains, de représentants de la société civile, des partenaires au développement et des partenaires privés, engagés pour le développement durable de l'Afrique.

Conscients que le développement des villes intermédiaires est le garant d'un avenir prospère et équilibré du continent africain car elles forment l'échelon le plus adéquat pour construire une armature urbaine en prise directe avec les réalités des habitants.

Convaincus qu'elles sont au cœur des politiques d'un peuplement équilibré en proposant une alternative à l'hyper-concentration urbaine autour des Mégalo-pôles et au développement d'une urbanisation injuste et ségréguée.

Entendu qu'elles peuvent contribuer à la transformation de l'Afrique en se posant comme des pôles structurant le territoire en complémentarité entre les régions rurales et les centres urbains.

Conscients qu'elles ont montré dans la réponse apportée à la pandémie du Covid 19, leur capacité à garantir le maintien de services essentiels à la population et à endiguer les risques sanitaires par des réponses appropriées à la situation.

Affirmant qu'en tant que communautés de vie de proximité, les villes intermédiaires agissent au plus près des citoyens pour amorcer la transformation sociale et culturelle de leurs territoires.

Souhaitant que par les échanges culturels qu'elles engendrent et la coopération décentralisée, elles agissent comme des vecteurs de l'intégration continentale et l'émergence d'une citoyenneté africaine nouvelle.

Au cours des 5 jours de ce sommet, les échanges entre plus de 10.000 participants venus de tous les pays africains et au-delà ont permis de lancer des projets nouveaux, de débattre des principaux enjeux posés pour le siècle à venir et d'abord du développement d'une Afrique forte culturellement, consciente de son extraordinaire potentiel de développement, ouverte et capable de défendre une vision alternative du monde. Un monde respectueux de l'environnement et des humains qui l'habitent et qui trop souvent l'ont abimé dans le passé.

Sur la base de ces échanges, nous les maires et participants à ce 9^{ème} sommet, nous nous engageons à faire vivre cette déclaration dans nos territoires et nos communautés, à partager avec nos populations l'esprit d'unité qui a prévalu lors de ce sommet et à les mobiliser autour des enjeux de protection de l'environnement, de développement économique, d'éducation et de diffusion de la culture.

Nous déclarons que l'Afrique peut être le continent de la résilience et devenir un modèle pour les autres régions du monde. Pour cela, **nous appelons** à la mobilisation de toutes les énergies en Afrique et au-delà avec le soutien des Etats, de l'Union Africaine, de nos partenaires internationaux et des diasporas.

DECLARONS CE QUI SUIT :

- 1- Nous souhaitons faire des villes intermédiaires des pôles structurants du développement durable de l'Afrique en leur accordant une place de premier ordre dans l'aménagement du territoire et créer de nouvelles dynamiques territoriales favorisant des liens d'échanges et d'articulation entre le milieu rural et le milieu urbain.
- 2- Nous affirmons notre volonté d'établir un dialogue politique constructif entre les différentes sphères de gouvernement pour respecter le principe de subsidiarité, facteur essentiel d'efficacité de politiques publiques.
- 3- Nous nous engageons à privilégier la planification urbaine comme instrument de maîtrise de l'accroissement des territoires urbains et péri-urbains en mettant en place les instruments institutionnels, juridiques, réglementaires et opérationnels ainsi que les conditions d'un dialogue participatif avec la population.

- 4- Nous faisons nôtre les objectifs inscrits dans l'agenda 2030 des Nations Unies, du nouvel agenda urbain, du droit à la ville et de l'agenda 2063 de l'Union Africaine et leur traduction dans des plans de développement local et appelons les pays africains à élaborer des stratégies de développement urbain concertées et dotées des moyens techniques et financiers adéquats conformément au nouvel agenda urbain des Nations Unies.
- 5- Nous sommes convaincus de la place de la jeunesse dans la construction de l'Afrique nouvelle et appelons les maires à créer des conseils locaux d'autonomisation des jeunes visant leur épanouissement, leur intégration et leur socialisation dans la ville.
- 6- Nous adoptons la Culture comme le 4^{ème} pilier du développement durable en renforçant l'identité culturelle des territoires pour en faire un vecteur potentiel de développement économique.
- 7- Nous appelons les maires à élaborer des programmes et des plans d'action pour lutter contre la précarité et la vulnérabilité, notamment celle des enfants des rues, des femmes isolées, des jeunes désocialisés, à lutter contre la violence faite aux femmes en participant aux actions des groupes de femmes, et à signer la charte africaine pour l'égalité des genres du REFELA et en appliquant ses principes dans nos collectivités.
- 8- Nous affirmons que le changement climatique est un enjeu primordial pour les territoires et recommandons aux gouvernements locaux d'adopter les mesures nécessaires en vue de la préparation de leurs territoires aux conséquences du changement climatique et les invitons à rejoindre la Convention des Maires Africains pour le climat.
- 9- Nous appelons tous les Etats à signer et à ratifier la **Charte Africaine des valeurs et principes de la décentralisation, de la gouvernance locale et du développement local** et à assurer la bonne application des principes qu'elle contient.
- 10- Nous appelons à une meilleure répartition des ressources publiques en faveur du développement de centres urbains intermédiaires et à une attention renforcée des politiques publiques qui leur sont destinées.
- 11- Nous demandons une meilleure instrumentalisation de la fiscalité locale et un recouvrement efficace des impôts à destination des collectivités, notamment l'impôt foncier.
- 12- Nous appelons les Etats à développer des programmes de renforcement des connexions entre les villes intermédiaires et leurs hinterlands afin de renforcer les échanges autour de bassins versants économiques en supprimant les coûts de transactions.
- 13- Nous proposons de renforcer les liaisons entre villes intermédiaires et avec les capitales des Etats par la construction de réseaux routiers sécurisés, d'infrastructures ferroviaires et de liaisons aériennes en fonction des réalités locales et à renforcer les connectivité digitale.
- 14- Nous souhaitons que l'Union Africaine et les Etats africains reconnaissent l'importance de la coopération décentralisée et des échanges entre collectivités territoriales pour renforcer la connaissance et les compétences de nos institutions.
- 15- Nous soutenons la mise en place d'un Erasmus Africain à destination des jeunes engagés, comme inscrit dans l'agenda 2063.
- 16- Nous appelons toute la communauté africaine à s'engager pour l'émancipation des femmes et des jeunes en portant des programmes de soutien économiques dédiés aux femmes et aux jeunes mais aussi en facilitant l'accès à des logements décentes et abordables, en garantissant la sécurité et en prévenant la délinquance par des campagnes de lutte contre la violence faite aux femmes et en offrant aux jeunes des programmes d'insertion et de socialisation via le sport et la culture.
- 17- Nous appelons les partenaires internationaux à soutenir le développement des villes intermédiaires africaines par la mise en place de programmes dédiés, des financements adaptés aux réalités locales.
- 18- Nous demandons aux partenaires, conformément à l'accord de Paris sur l'efficacité de l'aide, à s'aligner sur les processus de décentralisation en cours dans les Etats africains en s'appuyant sur les politiques sectorielles décentralisées ou en cours de décentralisation.
- 19- Nous appelons la communauté internationale à prendre en compte le point de vue des territoires dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi évaluation des agenda mondiaux.
- 20- Nous appelons de nos vœux l'émergence d'un monde où l'Afrique est reconnue comme un continent contribuant à l'émergence d'une société mondiale unie et respectueuse de la planète, du climat et de la biodiversité et d'abord des hommes et des femmes qui forment une communauté de destin.

Action contre la crise alimentaire

La BAD approuve 931 milliards Fcfa pour l'Afrique

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAD) s'est réuni ce vendredi 20 mai 2022. Pour aider les pays africains à éviter une crise alimentaire imminente, les membres ont approuvé une facilité de 1,5 milliard de dollars, soit 930,75 milliards Fcfa.

● Félicienne HOUËSSOU

L'Afrique fait face à une pénurie d'au moins 30 millions de tonnes métriques de nourriture, en particulier de blé, de maïs et de soja importés des deux pays. Le prix du blé a grimpé en Afrique de plus de 45 % depuis le début de la guerre en Ukraine. Les prix des engrais ont augmenté de 300 % et le continent fait face à une pénurie d'engrais de 2 millions de tonnes métriques. De nombreux pays africains ont déjà connu des hausses de prix du pain et d'autres produits alimentaires. Si ce déficit n'est pas comblé, la production alimentaire en Afrique diminuera d'au moins 20 % et le continent pourrait perdre plus de 11 milliards de dollars en valeur de production alimentaire. Pour faire face à la situation, les agriculteurs africains ont un besoin urgent de semences et d'in-



trants de haute qualité avant le début de la saison des semis en mai pour augmenter immédiatement les approvisionnements alimentaires. La Facilité africaine de production alimentaire d'urgence fournira à 20 millions de petits agriculteurs africains des semences certifiées. Il augmentera l'accès aux engrais agricoles et leur permettra de produire rapidement 38 millions de tonnes de nourriture. Cela représenterait une augmentation de 12 milliards de

dollars de la production alimentaire en seulement deux ans. Selon le président du Groupe de la Banque africaine de développement, le Dr Akinwumi Adesina, l'aide alimentaire ne peut pas nourrir l'Afrique. « L'Afrique n'a pas besoin de bols à la main. Il n'y a aucune dignité à mendier de la nourriture... », a-t-il déclaré.

La stratégie de 1,5 milliard de dollars de la BAD conduira à la production de 11 millions de tonnes de blé

; 18 millions de tonnes de maïs ; 6 millions de tonnes de riz ; et 2,5 millions de tonnes de soja. La Facilité africaine de production alimentaire d'urgence fournira à 20 millions d'agriculteurs des semences certifiées, des engrais et des services de vulgarisation. Il soutiendra également la croissance du marché et la gestion post-récolte. « La Banque africaine de développement fournira des engrais aux petits exploitants agricoles à travers l'Afrique au cours des quatre prochaines saisons agricoles, en utilisant son influence convocatrice auprès des principaux fabricants d'engrais, des garanties de prêt et d'autres instruments financiers », indique le communiqué publié à l'issue de la rencontre des administrateurs.

Renforcer l'autosuffisance en blé, maïs et autres cultures de base

La Facilité a une structure pour travailler avec des partenaires de développement multilatéraux. Cela garantira un alignement et une mise en œuvre rapides, une portée accrue et un impact efficace. Cela augmentera la préparation technique et la réactivité. En outre, il comprend des mesures à court, moyen et long terme pour faire face à la fois à la crise alimentaire urgente et à la durabilité et à la résilience à long terme des systèmes alimentaires africains. Dr Beth Dunford, vice-présidente de la Banque africaine de développement pour l'agriculture, le développement humain et social, a déclaré : « La Facilité africaine de production alimentaire d'urgence s'appuie sur les enseignements tirés du programme Feed Africa Response to Covid-19 de la Banque africaine de développement. Ce programme a fourni une feuille de route stratégique pour soutenir le secteur agricole africain

et protéger la sécurité alimentaire contre l'impact de la pandémie. Une phase de montée en puissance de cinq ans suivra la Facilité africaine de production alimentaire d'urgence de deux ans. Cela s'appuiera sur les gains antérieurs et renforcera l'autosuffisance en blé, maïs et autres cultures de base, ainsi que l'élargissement de l'accès aux engrais agricoles. La phase de cinq ans fournira des semences et des intrants à 40 millions d'agriculteurs dans le cadre du programme Technologies pour la transformation de l'agriculture africaine. Le programme d'appui créera une plate-forme pour plaider en faveur de réformes politiques essentielles afin de résoudre les problèmes structurels qui empêchent les agriculteurs de recevoir des intrants modernes. Cela comprend le renforcement des institutions nationales qui supervisent les marchés des intrants.

Prix de l'huile végétale à 1300 FCFA

Les commerçants véreux dans le collimateur du gouvernement

(Les contrevenants subiront la rigueur de la loi », avertit le ministère du commerce)

A peine sorti de la pandémie du coronavirus, le monde entier fait face à une nouvelle crise : celle alimentaire engendrée par le conflit Russo-Ukrainien. Pour contrer la surenchère observée sur les prix des produits alimentaires, l'Etat béninois a pris plusieurs mesures dont la dernière en date est le plafonnement du prix de l'huile végétale. Pour mieux comprendre cette mesure, le Journal L'économiste du Bénin s'est entretenu avec le Directeur de Cabinet du Ministre de l'industrie et du commerce, Laurent Gbèdaso Akpo. Interview.

L'économiste : Après la tournée gouvernementale d'explication sur la cherté de la vie, quelles sont les nouvelles mesures prises pour soulager les peines des populations ?

Merci M. le Journaliste. C'est vrai, point besoin de revenir sur les facteurs explicatifs de la hausse continue des prix sur le marché actuellement. Nous le savons tous, nous connaissons les raisons et face à cela, le gouvernement a pris une série de mesures. Evidemment, après la tournée, il est question de prendre en compte les constats que nous avons fait, c'est pourquoi en urgence, nous avons dû recourir aux dispositions de la loi n°2016-25 du 04 novembre 2016 portant organisation de la concurrence en République du Bénin qui donne pouvoir au gouvernement à travers le ministère de l'industrie et du commerce, de prendre des mesures temporaires pour contrer l'augmentation excessive des prix. Et nous avons examiné les produits dont les prix pèsent lourdement sur le pouvoir d'achat des populations notamment l'huile végétale. Nous avons donc dû recourir à ces dispositions pour plafonner le prix à 1300/L au regard de la situation actuelle où, le plus grand exportateur d'huile végétale au monde vient d'interdire les exportations, et connaissant la partie spéculative de l'augmentation de ces prix sur nos marchés, il était important d'anticiper pour soulager nos populations. Je dois vous assurer, quand bien-même il fallait parer au plus pressé, nous avons été dans une démarche participative, inclusive. Nous avons consulté, nous avons discuté avec tous les acteurs de la chaîne pour nous assurer du prix qui permettrait non seulement de rendre le prix soutenable à nos populations, mais de garantir l'approvisionnement régulier de notre marché, parce que dans la logique de protéger nos consommateurs, il ne faut pas seulement regarder le prix, mais il faut aussi penser à la disponibilité du produit. C'est ce qui nous a amené à consulter les acteurs et à prendre cette mesure de plafonnement du prix à 1300 FCFA sur toute l'étendue du territoire national.

Quels sont les mécanismes mis en place pour veiller à l'application effective du prix fixé sur toute l'étendue du territoire national ?

Cette fois-ci, c'est une disposition de la loi qui prévoit des sanctions et nos équipes seront dépêchées sur le terrain et les contrevenants à cette disposition subiront la rigueur de la loi. D'ici les jours à venir, vous verrez qu'encadrer les prix dans un contexte où nous sommes



conscients que le prix augmente au niveau international et que les mesures qui avaient été prises étaient fondamentalement des mesures d'exonération, et donc, il était évident qu'on constate l'augmentation des prix sur le marché étant entendu que ces prix augmentent sur le marché international. Cette fois-ci, les prix sont plafonnés pour une période. Que ces prix augmentent sur le marché international ou non, c'est plafonné. Evidemment, nous avons pris des dispositions anticipatives en nous assurant du stock disponible, des stocks à venir. Ce prix qui est fixé permet à tous les acteurs, sur toute la chaîne, de faire leurs marges. C'est donc pour éviter la spéculation qui est observée sur le marché. Les équipes seront dépêchées et les premiers qui tomberont dans les travers de la loi subiront la rigueur de la loi.

Est-ce que c'est seulement l'huile qui intéresse le gouvernement ? Et les autres produits de grande consommation ?

Vous connaissez la méthode de ce gouvernement. On ne prend pas des décisions à la va-vite. On ne prend pas les décisions de façon hâtive, les choses sont faites avec méthode. Il y a urgence, oui ! Mais la méthode. La méthode aujourd'hui qui requiert la nécessité de rendre le produit disponible. Nous sommes dans une situation où on parle aujourd'hui du prix trop élevé des produits mais si on ne prend pas les dispositions, on ne parlera plus de prix mais de la disponibilité. Cela nous oblige à aller dans une démarche inclusive du fait qu'on

est contraint de discuter avec les acteurs : producteurs, importateurs et tous ceux qui sont sur la chaîne. Ces dispositions sont déjà abouties avec les acteurs de l'huile végétale, c'est pourquoi la mesure a été prise. Les discussions sont en cours avec les acteurs des autres filières et d'ici là, vous verrez les mesures qui seront prises pour stabiliser le prix et le rendre soutenable à nos populations, mais aussi pour pouvoir garantir l'approvisionnement régulier du marché.

Les prix sont plafonnés pour l'instant à 1.300 FCFA. Est-ce à dire que dans les semaines à venir ces prix peuvent connaître une hausse ?

Notre souhait est que les prix, avant l'expiration de cette période de trois (03) mois, soient revus à la baisse. On prie que l'évolution de la conjoncture puisse favoriser un dégel de la situation et que les prix reviennent en deçà de 1.300 FCFA. Une fois de plus, c'est un plafonnement. C'est donc dire qu'il est possible que les prix soient en dessous de 1300 FCFA. Il n'est pas possible que pendant cette période de trois (03) mois, on accepte que les prix aillent au-delà de 1.300 FCFA.

Un appel à l'endroit des Béninois(es) ?

Je voudrais profiter de cette occasion que vous m'offrez pour lancer un appel à nos concitoyens, parce qu'aujourd'hui, il est vrai qu'il y a des facteurs explicatifs qui sont dus à ce choc exogène mais le constat amer est que certains de nos concitoyens profitent de la situation pour rendre les conditions de nos populations déjà difficiles, encore plus difficiles à travers la spéculation. Il n'est pas acceptable que les prix de l'huile végétale soient autour de 1.500 / 1.600 FCFA en ce moment. Quand on a discuté avec les acteurs, on s'est rendu compte qu'ils ont fait preuve de patriotisme et que normalement les prix ne pouvaient pas être à ce niveau actuellement. C'est donc dire qu'il y a de la spéculation qui se fait. Je voudrais inviter nos populations à faire preuve de patriotisme. Nous sommes dans une situation difficile, le monde entier d'ailleurs. Nous avons besoin d'une solidarité nationale, d'accompagner le gouvernement. A peine sorti de la crise sanitaire de la Covid avec tout ce qui a été injecté comme ressources financières matérielles, nous voilà en face d'une nouvelle crise. Nous avons besoin d'un sens de patriotisme.

Réalisation : Sylvestre TCHOMAKOU

Indicateurs économiques du Bénin

Indicateurs de croissance

Indicateur de croissance	2015	2016	2017	2018 (e)	2019 (e)
PIB (milliards USD)	8,30	8,58 e	9,41 e	10,62	11,56
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	2,1	4,0 e	5,4 e	6,0	6,3
PIB par habitant (USD)	764 e	771 e	826 e	910	969
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	42,425	50,267	53,364 e	53,557	51,546
Taux d'inflation (%)	0,3	-0,8	2,0 e	2,1	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,70	-0,62 e	-0,82 e	-0,75	-0,80
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-8,4	-7,2 e	-8,7 e	-7,1	-6,9

Source : FMI - World Economic Outlook Database - Dernières données disponibles. Note : (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2013	2014	2015	2016	2017
Franç CFA BCEAO (XOF)- Taux de change annuel pour 1 EURO	630,96	630,63	631,22	630,86	531,31

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	43,2	18,5	38,3
Valeur ajoutée (en % du PIB)	25,6	23,4	51,1
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	4,4	4,5	3,6

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les indicateurs de Commerce

Indicateurs du commerce extérieur	2012	2013	2014	2015	2016
Importations de biens (millions USD)	2.339	3.010	3.823	3.028	2.251
Exportations de biens (millions USD)	1.443	1.982	2.563	2.032	1.354
Importations de services (millions USD)	575	761	884	n/a	712
Exportations de services (millions USD)	414	500	456	n/a	382
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	12,3	30,0	16,1	-8,4	1,4
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	24,1	20,7	24,8	-10,1	7,0
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-559	-612	-710	-505	-669
Commerce extérieur (en % du PIB)	59,7	69,5	76,5	68,0	70,2
Importations de biens et services (en % du PIB)	35,1	41,3	44,5	39,8	39,7
Exportations des biens et services (en % du PIB)	24,6	28,2	32,1	28,2	30,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2015
Inde	13,0 %
Niger	9,6 %
Malaisie	8,8 %
Singapour	7,9 %
Vietnam	7,5 %
Bangladesh	7,4 %
Nigeria	6,3 %
Chine	5,3 %
Indonésie	3,7 %
Pakistan	2,8 %

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2015
France	11,7 %
Chine	10,8 %
Inde	9,8 %
Togo	8,5 %
Thaïlande	7,7 %
Espagne	6,0 %
Belgique	4,9 %
Etats-Unis	3,3 %
Nigeria	3,3 %
Pays-Bas	3,2 %

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Investissement

Les IDE en chiffres

	Bénin	Afrique Subsaharienne	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,0	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	9,0	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	4,0	8,0
Index de protection des investisseurs****	4,0	4,3	6,5	6,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles.

Note: *Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. **Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. *** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. **** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

	2014	2015	2016
Investissement Direct Etranger			
Flux d'IDE entrants (millions USD)	405	150	161
Stocks d'IDE (millions USD)	1.607	1.666	1.690
Nombre d'investissements Greenfield***	1	5	0
IDE entrants (en % de la FBCF****)	14,6	6,8	7,7
Stock d'IDE (en % du PIB)	16,5	20,1	19,7

Source : CNUCED - Dernières données disponibles.

Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

PIB	dernier	Référence	Précédent
Taux de croissance annuelle du PIB	5,5	Mars 2018	5,5
PIB	9,27 milliards USD	Déc 2017	8,57
Pib par habitant	860 USD	Déc 2017	837
Pib par habitant Ppp	2064 USD	Déc 2017	2010
Prix constant du Pib	4095 de FCFA- Milliards	Déc 2016	3939
Pib de l'agriculture	855 de FCFA- Milliards	Dec 2016	878
Pib de la fabrication	874 de FCFA- Milliards	Dec 2016	779
Pib du secteur des mines	14,7 de FCFA- Milliards	Dec 2016	10,7
Pib de l'administration publique	316 de FCFA- Milliards	Déc 2016	315
Pib des services	1510 de FCFA- Milliards	Déc 2016	1491

Source : trading economics

Tarifs	Dernier	Référence	Précédent
Taux d'inflation	0.8%	Mai 2018	1.9
L'inflation alimentaire	1.8%	Mai 2018	5.3
Indice des prix à la consommation	113 Index-Points	Mai 2018	113
CPI Housing Services publics	115 Index-points	Mai 2018	115
CPI Transport	114 Index-Points	Mai 2018	114

Source : trading economics

Argent	Dernier	Référence	Précédent
taux d'intérêt	4.5%	Juin 2018	4.5
Fort taux d'intérêt	6.93%	Déc 2016	6.99
Taux interbancaire	5.08%	Mai 2018	3.75

Source : trading economics

Commerce	dernier	Référence	Précédent
Balance commerciale	-190 FCFA - Milliards	Mars 2018	-408
Exportations	147 FCFA - Milliards	Mars 2018	82.05
Importations	338 FCFA - Milliards	Mars 2018	490
Compte courant	-809 USD million	Dec 2016	-745
Compte courant par rapport au PIB	-7.1%	Dec 2016	-6.5
Indice de terrorisme	0	Dec 2016	0

Source : trading economics

Gouvernement	dernier	Référence	Précédent
La dette publique au PIB	23.2%	Dec 2016	21.3
Budgets du gouvernement	-5.8% of GDP	Dec 2017	-6.2
Cote de crédit	30	-	-
Dépenses militaires	112 USD Million	Dec 2017	79.58

Source : trading economics

Entreprise	dernier	Référence	Précédent
Vitesse Internet	1517KBps	Mars 2017	1642
Adresses IP	5580 IP	Mars 2017	5652
Utilisation de la capacité	57.9%	Mars 2018	63.4
Indice de compétitivité	3.47 points	Dec 2018	3.47
Compétitivité rang	120	Dec 2018	124
Indice de la corruption	39 Points	Dec 2017	36
Corruption rang	85	Dec 2017	95
Facilité de faire des affaires	151	Dec 2017	155
Production industrielle	5.4%	Mars 2018	26.6
Indice économique avancée	0.8%	Fev 2018	0.7

Pénurie d'huile de palme

L'Indonésie va autoriser la reprise des exportations

C'est le soulagement pour tout un secteur de l'économie mondiale. L'Indonésie va autoriser dès lundi la reprise des exportations d'huile de palme, dont l'interdiction depuis fin avril avait déstabilisé le marché de l'huile végétale, avec déjà des prix au plus haut depuis la guerre en Ukraine. « Au vu de l'offre et de la situation de l'huile de cuisson, et comme il faut prendre en compte 17 millions de personnes employées dans le secteur de l'huile de palme (...) j'ai décidé que les exportations d'huile de cuisson pourront reprendre le lundi 23 mai », a déclaré jeudi le président du pays d'Asie du Sud-Est Joko Widodo dans une brève déclaration diffusée en ligne.



l'approvisionnement de la population indonésienne constituait « la plus haute priorité ». Cette annonce, qui a contribué à pousser les prix des huiles végétales à des sommets historiques, a été critiquée, alors que l'Ukraine, qui assurait 50 % du commerce mondial d'huile de tournesol, ne peut plus non plus exporter en raison de la guerre. Les producteurs indonésiens d'huile de palme avaient manifesté la semaine dernière dans le centre de la capitale Jakarta et d'autres villes, se plaignant que les prix du fruit du palmier avaient baissé drastiquement. Le prix de gros de l'huile de cuisson a lui baissé, de près de 20.000 roupies (1,35 USD) par litre avant l'interdiction à quelque 17.200 roupies (1,17 USD) le litre actuellement, mais pas autant qu'espéré par les autorités.

Des capacités de stockage saturées

Le pays de 270 millions d'habitants souffre de problèmes de distribution et de rétention de stocks, tandis que les producteurs préfèrent souvent écouler leurs cargaisons à l'international pour profiter à plein de la hausse des cours. Le secteur de l'huile de palme a accueilli l'annonce de la reprise des exportations avec soulagement, d'autant que les capacités de stockage approchent de la

saturation. « La situation sur le terrain est très difficile parce que les réservoirs sont tous pleins. Nous espérons qu'avec la reprise des exportations, la production d'huile de palme pourra retourner à la normale », a dit à l'AFP Eddy Martono, secrétaire général de l'Association indonésienne des producteurs d'huile de palme (GAPKI), qui représente les poids lourds du secteur.

34,2 millions de tonnes exportées l'an dernier

Le président de l'Association des exploitants de plantations d'huile de palme, Gulat Manurung, s'est engagé à répondre à la demande nationale. « Nous, exploitants de plantations d'huile de palme, promettons d'aider à ce que l'approvisionnement d'huile de cuisson sur le marché intérieur soit suffisant », a-t-il déclaré. L'Indonésie assure quelque 60 % de la production mondiale d'huile de palme, dont un tiers est consommé sur son marché national. Elle a exporté 34,2 millions de tonnes l'an dernier pour l'huile alimentaire mais aussi la fabrication d'une grande gamme de produits, des cosmétiques aux produits alimentaires. Ses plus grands clients à l'exportation sont l'Inde, la Chine, l'Union européenne et le Pakista

20 minutes du 22 mai 2022

Une flambée des prix de l'huile de cuisson

L'Indonésie, premier producteur mondial d'huile de palme, avait décrété une interdiction des exportations de l'oléagineux le 28 avril dernier. Cette décision avait été prise face à une pénurie et une flambée des prix de l'huile de cuisson, ce qui menaçait d'entraîner des tensions sociales. Les consommateurs les plus modestes ont dû ainsi patienter des heures devant les centres de distribution d'huile à prix subventionnés dans de nombreuses villes du pays. « Même si les exportations reprennent, le gouvernement va observer strictement la situation pour s'assurer que la demande soit satisfaite à un prix abordable », a affirmé le président.

Les producteurs indonésiens avaient manifesté

En annonçant la suspension des exportations, Joko Widodo avait souligné que

Casino

Des réductions proposées aux seniors

Plusieurs enseignes de grande distribution se mobilisent pour soutenir le pouvoir d'achat des clients, mais également pour attirer les consommateurs. Ainsi, les enseignes Casino ont mis en place une offre spéciale pour les plus

de 65 ans, représentant « 28 % de notre clientèle » a expliqué Cédric Osternaud, directeur marketing et innovation des Enseignes Casino, au Parisien. Depuis le 3 mai 2022, l'abonnement CasinoMax leur est proposé à 3 euros par mois ou 30

euros par an. Il permet de bénéficier de 10 % sur l'ensemble du magasin, dont les produits en promotion, à chaque passage en caisse. Cet abonnement était habituellement proposé à 10 euros par mois.

20 minutes du 22 mai 2022

Développement durable

Le Niger abritera la 9e édition du Forum régional africain



Le Niger a été désigné par la Commission économique pour l'Afrique des Nations unies (CEA) pour organiser la 9e édition du Forum régional africain sur le développement durable (FRADD) prévu l'année prochaine. L'annonce a été faite par la présidence nigérienne, le jeudi 19 mai sur son site Internet.

« Cet aboutissement renforce les actions du président de la République, son Excellence monsieur Mohamed Bazoum, qui s'est résolument engagé à améliorer la visibilité du Niger sur la scène africaine et internationale, afin d'en faire une destination privilégiée pour les conférences et événements internationaux », fait savoir la note d'information.

Economie

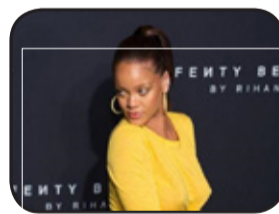
Le Sénégal et le FMI conviennent d'un programme de réformes

Le Sénégal subit les effets de l'inflation mondiale aggravée par la guerre en Ukraine. Le pays, qui dépend de l'extérieur pour son approvisionnement en divers produits de première nécessité, a du mal à contenir le choc. Le gouvernement sénégalais et le Fonds monétaire international (FMI) ont convenu d'un programme de réformes qui ferait bénéficier au Sénégal de Droits de tirage spéciaux (DTS) équivalents à environ 216,8 millions de dollars. L'information a été rendue publique par le FMI, ce jeudi 19 mai, sur son site internet. Ce programme consiste à « éviter les dérapages budgétaires et à garantir que le déficit budgétaire converge toujours vers 3 % du PIB d'ici 2024 ». Selon le FMI, le Sénégal n'a pas totalement donné satisfaction dans la mise en œuvre des réformes en vue conclure l'accord. Un des critères de performances n'a pas été rempli et seul un objectif indicatif sur trois a été atteint. Dans le domaine structurel, quatre des huit objectifs de référence structurels n'ont pas pu être atteints. Toutefois, l'institution a salué les efforts des autorités sénégalaises pour le renforcement et l'élargissement du registre social national, la finalisation d'une feuille de route crédible visant à supprimer progressivement les subventions énergétiques, les mesures en cours pour harmoniser le cadre de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme sur les normes internationales et le regain d'attention des autorités pour la sécurité alimentaire. Le FMI a également préconisé une mise en œuvre plus résolue de la stratégie de recettes à moyen terme afin de stimuler les recettes intérieures. La finalisation du « cadre fiscal pour la gestion des recettes pétrolières et gazières avant la préparation du budget 2023 », la communication des « projections de recettes de manière transparente » et « la nécessité d'accélérer la restructuration du groupe postal » constituent aussi des nécessités selon le Fonds.



Communication

La star américaine Rihanna commercialisera « les secrets de sa beauté » en Afrique

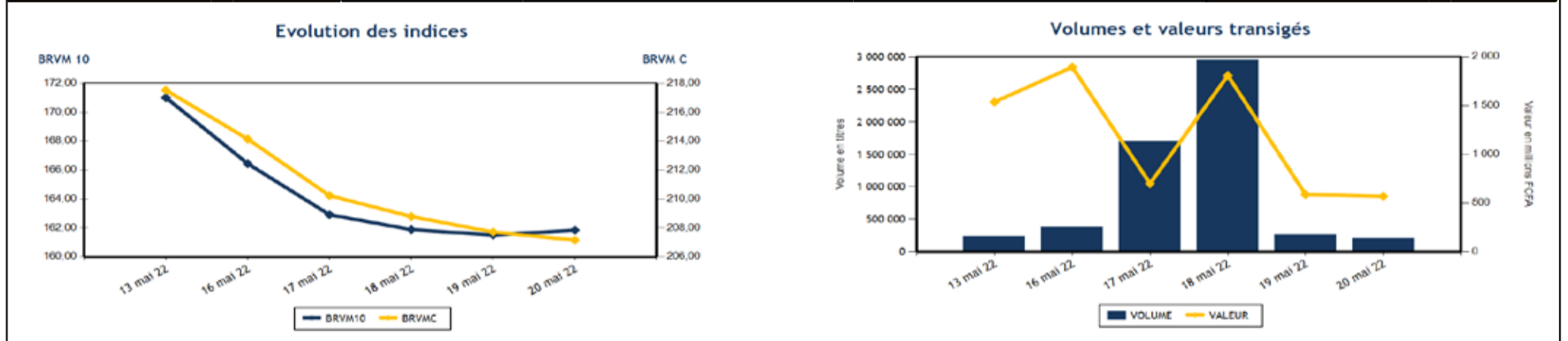


La croissance africaine attire de nombreux investisseurs du secteur de la beauté et des soins corporels. La musicienne américaine Rihanna qui est appréciée sur le continent pour sa musique, espère aussi avoir de nombreux clients avec sa marque de beauté Fenty. La chanteuse américaine, Robyn Rihanna Fenty (photo) plus connue sous le nom de Rihanna, a décidé de vendre ses marques de produits de

beauté sur le continent africain. « Chaque lancement est excitant - nous voulons être accessibles à tous, partout. Le lancement dans huit pays d'Afrique est non seulement très important pour moi sur le plan personnel, mais c'est aussi un grand pas vers notre objectif d'offrir Fenty Beauty et Fenty Skin au monde entier », a déclaré la chanteuse et femme d'affaires dans un communiqué de presse. Le choix des pays ciblés montre qu'au-delà d'une simple volonté de vulgariser une marque, l'entreprise Fenty veut surtout conquérir des marchés (Nigeria, Afrique du sud, RDC, Egypte, Tanzanie, Ethiopie et Kenya) qui, ensemble, font 43% de la population africaine, et près de trois quarts du produit intérieur brut (PIB) du continent. Rihanna dont la fortune est estimée à 1,7 milliard \$ a prouvé qu'elle peut être une femme d'affaires efficace dans ses choix. Derrière cette expansion de marque se joue aussi une opportunité de donner un coup d'accélérateur aux marchés des produits de beauté en Afrique. Partout sur le continent, des femmes et même des hommes dépensent de plus en plus pour leur apparence. Deux pays particulièrement devraient séduire Fenty, à savoir : le Nigeria et l'Afrique du Sud, qui à eux deux cumulent près de 8 milliards \$ de chiffre d'affaires sur les 12 milliards de valeur estimée. Le sud-africain Edgars s'offre la part la plus importante dans la distribution des produits Fenty en Afrique, avec un total de 3 marchés de distribution signés. L'initiative de Rihanna devra tout de même faire face à la concurrence d'autres grands groupes comme L'Oréal ou encore les produits Procter and Gamble qui ont une présence historique sur le continent.

Ecofin du 22 Mai 2022

BRVM 10	161,85	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE N° 97 vendredi 20 mai 2022 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	207,16
Variation Jour	↑ 0,21 %		Variation Jour	↓ -0,27 %
Variation annuelle	↑ 5,43 %		Variation annuelle	↑ 2,41 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 235 953 626 247	-0,27 %
Volume échangé (Actions & Droits)	201 312	-22,58 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	480 696 414	-17,09 %
Nombre de titres transigés	42	-2,33 %
Nombre de titres en hausse	19	35,71 %
Nombre de titres en baisse	8	-55,56 %
Nombre de titres inchangés	15	36,36 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 870 595 511 484	0,05 %
Volume échangé	9 591	1 092,91 %
Valeur transigée (FCFA)	88 415 993	991,51 %
Nombre de titres transigés	10	25,00 %
Nombre de titres en hausse	2	0,00 %
Nombre de titres en baisse	2	0,00 %
Nombre de titres inchangés	6	50,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
FILTISAC CI (FTSC)	1 385	7,36 %	-17,56 %
SOE CI (SDCC)	4 875	7,03 %	13,50 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	915	7,02 %	-4,69 %
BERNABE CI (BNBC)	2 400	6,43 %	10,34 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	15 000	4,86 %	41,58 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOLIBRA CI (SLBC)	123 950	-7,50 %	-20,54 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	3 555	-7,42 %	-15,16 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	6 095	-1,69 %	19,51 %
SONATEL SN (SNTS)	14 500	-1,49 %	3,76 %
PALM CI (PALC)	12 810	-1,35 %	83,26 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	107,23	-1,99 %	-2,62 %	3 855	8 876 725	28,09
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	472,82	-0,82 %	5,34 %	9 995	113 908 555	9,31
BRVM - FINANCES	15	77,01	0,39 %	-0,16 %	157 486	73 739 089	7,30
BRVM - TRANSPORT	2	455,07	0,00 %	-26,85 %	76	143 110	7,30
BRVM - AGRICULTURE	5	337,83	-0,30 %	38,85 %	21 721	262 268 645	5,94
BRVM - DISTRIBUTION	7	372,55	0,86 %	-8,56 %	8 175	21 753 685	31,47
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	2 042,07	-0,90 %	126,71 %	4	6 605	19,87
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-


Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	1,88	
Ratio moyen de satisfaction	13,25	
Ratio moyen de tendance	703,71	
Ratio moyen de couverture	14,21	
Taux de rotation moyen du marché	0,02	
Prime de risque du marché	6,23	
Nombre de SGI participantes	25	


Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	8,25	
Taux de rendement moyen du marché	5,92	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,51	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	101	
Volume moyen annuel par séance	1 414 950,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 677 542 837,71	


Définitions


Volume moyen annuel par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)


Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / Le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



 Côte d'Ivoire
 Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire
 Avenue de la République - 01
 Tél : (229) 21 31 21 28
 Fax : (229) 21 31 28 27


 Bénin
 Chambre de Commerce et d'Industrie de Bénin
 01 BP 1002 Cotonou-01
 Tél : (229) 21 36 87 71
 Fax : (229) 21 36 87 72



 Côte d'Ivoire
 Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Exportation de Côte d'Ivoire
 Plateau - 18 Avenue Joseph Anoma
 01 BP 1002 Cotonou-01
 Tél : (229) 21 31 55 50
 Fax : (229) 21 31 55 51


 Côte d'Ivoire
 Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Exportation et de Services de Côte d'Ivoire
 Avenue des Banques - 01
 01 BP 1002
 Tél : (229) 21 31 55 50
 Fax : (229) 21 31 55 51


 Sénégal
 Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Exportation de Sénégal
 01 BP 1300 Dakar
 Tél : (229) 84 80 14 16
 Fax : (229) 84 80 14 17


 Sénégal
 Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Exportation de Sénégal
 01 BP 1300 Dakar
 Tél : (229) 84 80 14 16
 Fax : (229) 84 80 14 17


 Sénégal
 Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Exportation de Sénégal
 01 BP 1300 Dakar
 Tél : (229) 84 80 14 16
 Fax : (229) 84 80 14 17


 Togo
 Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Exportation de Togo
 01 BP 1002 Lomé
 Tél : (229) 21 31 55 50
 Fax : (229) 21 31 55 51

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org


UCA
 UNITED CAPITAL FOR AFRICA S.A.
 Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN
 001 BP 8690 RP
 uca@ucasgi.com
 (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00
 (229) 21 31 00 21
 www.ucasgi.com


SGI BENIN
 Carré 211 St Michel
 immeuble SGI-Bénin 01 BP
 4546 Cotonou.
 Tél : (229) 21 31 15 41
 21 31 15 71


BOA CAPITAL SECURITIES
 Groupe BMCE BANK
 BOA CAPITAL SECURITIES
 Siège BOA Benin,
 Boulevard de France
 Tel : (229)
 21315343/64182121


AGI
 SOCIETE DE BOURSE
 Immeuble de l'Africaine des Assurances
 Face à la Direction de l'Emigration Immigration
 01 BP 8668 RP Cotonou
 contact@agi-agi.com
 +229 21318733
 +229 21316065


AFRICABOURSE
 Avenue Steinmetz Face
 Immeuble Air Gabon 01 BP
 6002 COTONOU BENIN
 Tél : (229) 21 31 88 35 /
 21 31 88 36


BIIC Financial Services
 Société de gestion et d'intermédiation
 Boulevard Saint Michel
 Immeuble Agence BIIC Dantokpa
 01 BP. 7700 Cotonou
 Tél. +229 21324875
 Tél. +229 21324876
 sgjbs@biic-financialservices.com

Quelques pharmacies à Cotonou

N°	NOM DE LA PHARMACIE	TELEPHONE	ARR
1	SILOE DEGAKON	99070606	1ER
2	SURU-LERE	64341313/99480846	
3	TANTO	64104471	
4	REINE DES GRÂCES	95360822	2EME
5	ADETONA LOMNAVA	94012397	3EME
6	AGBODJEDO	63425131/61822725	
7	LA BENINOISE	60502956/21377190/21330646	4EME
8	NOUVELLE PHARMACIE DE L'HABITAT	63045618/99947477/95508789	
9	ATINKANMEY	94012392/60019772	5EME
10	GANJI	95943682/60805039	
11	ZONGO	95846920	6EME
12	DES 4 THERAPIES	21323330/98846095	
13	JERICO	95846914	
14	SAINTE EUPHRASIE DE VOSSA	69510000	
15	MAHUTON	52018944	7EME
16	AMEN	63016565/67309529	
17	MARINA	94018724	8EME
18	SAINT GABRIEL	95605656	
19	KINDONOU	21380115	9EME
20	DE L'AMITIE	21380512/95869239	
21	NOUVELLE PHARMACIE FIFADJI	62646802	10EME
22	VEDOKO	94018722	
23	DE LA PAIX	21303865/97604362	11EME
24	LA MADONE	95338399/94013982	12EME
25	SAINT LOUIS	95859686	13EME
26	LES PYLONES	66826813/95924231	
27	LULI LULI	98656060	

Jours du marché Dantokpa

Mai 2022
Lundi 2 Mai 2022
Vendredi 6 Mai 2022
Mardi 10 Mai 2022
Samedi 14 Mai 2022
Mercredi 18 Mai 2022
Dimanche 22 Mai 2022
Jeudi 26 Mai 2022
Lundi 30 Mai 2022

Taux de change

Devises étrangères	Franc CFA (1Xof)
Dollar (USD)	628,40
Euro	655,95
Livre Sterling (GBP - Grande Bretagne)	774,22
Naira (NGN - Nigeria)	1,51
Cedi (GHS - Ghana)	83,84
Rand (ZAR - Afrique du Sud)	38,90
Yen (JPY)	4,86
Yuan (CNY)	92,61
Rouble russe (RUB)	9,73
Franc Suisse (CHF)	627,39
Franc Guinéen (GNF)	0,071
Roupie indienne (INR)	8,07
Droits de tirage spéciaux (FMI)	837,59
Or (XAU)	1145420,7
Argent (XAG)	13597,8

Prix des produits hydrocarbures et gaz

Produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Essence	1l	600
Pétrole	1L	851
Gasoil	1L	668
Mélange	1L	615
Gaz domestique	6kg (petite bouteille)	4770
	12,5kg (moyenne bouteille)	9900
	18kg (grande bouteille)	14.300
Huile à moteur (essence)	Bidon (1L)	2.900
	Bidon (4L)	9.590
Huile à moteur (diésel)	Bidon de 4Littres	10.535
Huile à moteur (Atf boîte automatique)	2littres	6.320
Huile à moteur (à pont EP 90)	2Littres	6.130
Huile à moteur en vrac	1Litre	2.265
Huile à moteur diesel	1Litre	2.165
Huile à 2 temps en vrac	1L	1.635
Graisse	0,400g	2.940
Eau distillée	1,5L	850
	Bidon (1,5L)	1.600
Eau de refroidissement	Bidon (5L)	5.000
	5L	4.000
Electrolyte	5L	4.000
E140 en vrac	1L	2.175
E140 camion et 4X4	Bidon de 2L	6.295

Source : Station « JNP » Mardi 17 Mai 2022

Les marchés locaux qui s'animent par huitaine

Départements	Lieux	Noms	Jours
Alibori	Malanville	Malanville	dimanche
	Ségbana	Ségbana	dimanche
	Bérébouaye	Bérébouaye	samedi
	Malanville	Malanville	samedi
	Karimama	Karimama	vendredi
		Matéri	Matéri
Tanguiéta		Tanguiéta	lundi
Cobly		Cobly	mercredi
	Gaouga	Gaouga	mardi
	Kassoua	Kassoua	mardi
Mono	Grand-Popo	Grand-Popo	mardi
	Agoué	Agoué	mercredi
Zou	Djalloukou	Djalloukou	dimanche
	Massi	Massi	dimanche
	Agouna	Agouna	mardi
	Ikèmon	Ikèmon	mercredi

Borgou	Gogounou	Gogounou	dimanche
	Bembéréké	Bembéréké	jeudi
	Kalalé	Kalalé	jeudi
	Tchaourou	Tchaourou	lundi
	Tchikandou	Tchikandou	mardi
	Fô-Bouré	Fô-Bouré	mercredi
	Sokka	Sokka	mercredi
	Parakou	Azeke	samedi
	N'Dali	N'Dali	samedi
	Dunkassa	Dunkassa	vendredi
	Collines	Ouèdèmè	Ouèdèmè
Ouessè		Ouessè	jeudi
Gobada		Gobada	lundi
Savè		Savè	lundi
Tchetti		Tchetti	lundi
Glazoué		Glazoué	mercredi
Lahotan		Lahotan	mercredi
Donga	Bénin	Bénin	jeudi
	Tokotoko	Tokotoko	lundi

Prix des produits de première nécessité appliqués dans les marchés

produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Mais	Tongolo	250
Mil	Tongolo	350/400
Gari ordinaire	Tongolo	300
Gari fin	Tongolo	350
Haricot rouge	Tongolo	650
Haricot blanc	Tongolo	700/800
Arachide décort. Gros grains	Tongolo	700
Piment vert (gbataki)	Tongolo	400
Tomate fraîche	Grand Panier	40.000/50.000
Oignon p m g	Panier (40)	1500/2000/3000
Farine de cossette d'igname	Tongolo	1000
Sésame qualité supérieure	Tongolo	1000
Sel marin local	Tongolo	300
Sel marin importé	Tongolo	300
Sucre en morceau	Paquet	500
Sucre en poudre	1kg	500
Riz ordinaire	Tongolo	Entre 500 et 900
Huile d'arachide locale	1litre	1200
Huile végétale importée	1litre	1700
Huile rouge locale	1,5litre	1000
Igname ordinaire	Tas	3500
Igname à piler	Tas	4500
Savon palmida	1pain	200
Lait concentré sucré BB et autres	250g	400/500
Lait concentré sucré Jago	Plus d'1kg	1000
Lait concentré non sucré Peak	250g	400
Sardine à huile	250g	500
Couscous Sipa	500g (en sachet)	850
Spaghetti Matanti	250g/500g (en sachet)	250/450
Coquille Maman et autres	250g/500g (en sachet)	250/450
Concentré de tomate	150g/250g/1kg	125/275/450/1900
Banane	Régime	Entre 3000 et 4000
Œuf	Plateau	2400/2600

Source : Quotidien l'Economiste du Bénin, fait le 17/05/ 2022

Cours des matières Premières Mardi 17 Mai 2022

Matière première	Mois	Dernier	Var.	Var. %	Heure
Or	Juin 2022	1.813,66	+5,46	+0,30%	20:30:32
XAU/USD		1.814,84	+2,86	+0,16%	20:30:32
Argent	Juill 2022	21,547	+0,546	+2,60%	20:30:32
Cuivre	Juill 2022	4,2127	+0,0377	+0,90%	20:30:23
Platine	Juill 2022	924,45	-6,25	-0,67%	20:30:09
Palladium	Juin 2022	1.993,03	+75,33	+3,93%	20:24:40
Pétrole brut WTI	Juill 2022	111,70	+3,07	+2,83%	20:30:32
Pétrole Brent	Juill 2022	114,11	+2,56	+2,29%	20:30:31
Gaz naturel	Juin 2022	7,937	+0,274	+3,58%	20:30:32
Fioul	Juin 2022	3,9043	-0,0169	-0,43%	20:30:31
Essence RBOB	Juin 2022	4,0201	+0,0623	+1,57%	20:30:31
Gasoil Londres	Juin 2022	1.095,50	+36,75	+3,47%	20:30:31
Aluminium		2.836,00	+48,00	+1,72%	19:21:50
Zinc		3.606,50	+117,00	+3,35%	19:29:05
Nickel		26.715,00	-547,00	-2,01%	19:28:59
Cuivre		9.292,00	+61,50	+0,67%	19:30:00
Blé américain	Juill 2022	1.247,50	+70,00	+5,94%	20:19:01
Riz Paddy	Juill 2022	17,855	+0,485	+2,79%	20:20:03
Maïs américain	Juill 2022	808,40	+27,40	+3,51%	20:20:08
Soja américain	Juill 2022	1.656,12	+10,12	+0,61%	20:19:56
Huile de Soja américaine	Juill 2022	83,13	-0,66	-0,79%	20:19:56
Farine de soja	Juill 2022	412,85	+3,55	+0,87%	20:20:03
Coton américain	Juill 2022	150,72	+5,52	+3,80%	20:20:03
Cacao américain	Juill 2022	2.498,00	+29,00	+1,17%	19:29:00
Café US C	Juill 2022	225,28	+11,38	+5,32%	19:30:05
Café de Londres	Juill 2022	2.088,00	+56,00	+2,76%	18:30:04
Sucre américain	Juill 2022	19,69	+0,52	+2,71%	18:59:00
Jus d'orange	Juill 2022	175,15	+8,10	+4,85%	20:00:02
Bétail	Juin 2022	133,20	+1,13	+0,85%	20:04:57
Porc	Juin 2022	104,00	+3,25	+3,23%	20:04:56
Bovins d'engraissement	Août 2022	167,30	+0,77	+0,47%	20:05:06
Bois de construction	Juill 2022	769,80	+0,10	+0,01%	20:17:10
Avoine		626,10	+17,10	+2,81%	20:19:45

Crise alimentaire mondiale

22 millions de tonnes de céréales bloquées en Ukraine

Près de 22 millions de tonnes de céréales sont actuellement bloquées dans des silos de l'Ukraine à cause de la guerre, a annoncé mercredi le secrétaire d'État américain Antony Blinken. La déclaration des USA intervient dans le contexte de l'aggravation de la crise alimentaire qui menace près de 200 millions de personnes dans le monde.

● Issa SIKITI DA SILVA

Si cette quantité de nourriture pourrait tout simplement sortir du pays, elle pourrait immédiatement servir à aider ceux qui en ont besoin », a ajouté le secrétaire d'État américain. Avant l'invasion russe, l'Ukraine produisait des denrées alimentaires suffisantes pour nourrir 400 millions de personnes dans le monde. Et cette nourriture comprend entre autres, du blé, du maïs et de l'huile végétale. Mais depuis le début de la guerre, la production a presque stoppé, et les récoltes ne parviennent plus à être expédiées à travers les ports de la Mer Noire à cause du blocage des navires de guerre russes. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a appelé à la réouverture immédiate des ports de la Mer Noire – y compris d'Odessa – afin que ces denrées alimentaires essentielles puissent parvenir aux personnes confrontées à l'insécurité alimentaire principalement dans des pays d'Asie et d'Afrique. « En ce moment, les silos à grains ukrainiens sont pleins. Le temps presse et 44 millions de personnes dans le monde sont au bord de la fa-



mine. L'impact de l'inaction se fera sentir dans le monde entier pendant des années », a déclaré David Beasley, directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM). « Si vous avez un moindre cœur, veuillez ouvrir ces ports », dixit Beasley au président russe Vladimir Poutine.

Des impacts sur l'Afrique de l'Ouest

Les prix alimentaires des denrées alimentaires dans le monde ont fortement augmenté depuis le début de la crise et cela affecte déjà les personnes les plus vulnérables qui dépendent des budgets extrêmement serrés pour survivre, a indiqué l'ONU. A en croire le PAM, une faim sévère a déjà atteint son plus haut niveau en dix ans en Afrique de l'Ouest, alors que la région est aux prises

avec une lente reprise après la pandémie de COVID-19. « Avec des coûts déjà élevés, bon nombre des personnes souffriront au fur et à mesure que les prix augmenteront », a expliqué l'agence onusienne basée à Rome. Au Bénin, l'insécurité alimentaire est un phénomène répandu et touche environ 12% des ménages, selon Wageningen University & Research. L'effet de la crise ukrainienne pourrait également aggraver la situation d'insécurité alimentaire en Afrique de l'Est - l'Éthiopie, le Kenya, la Somalie, le Soudan du Sud et le Soudan seront probablement les plus durement touchés en raison de leur dépendance à l'égard des importations en provenance de Russie et d'Ukraine, a souligné l'ONU. Alors que le monde continue de s'enliser dans une crise alimentaire sans précédent, le secrétaire général de l'ONU a déclaré qu'il était en discussion avec les gouvernements de la Russie, de l'Ukraine, de la Turquie, des USA et l'Union européenne dans le but de rétablir les exportations de céréales ukrainiennes. "Les implications sécuritaires, économiques et financières complexes exigent de la bonne volonté de tous les côtés."

Néobanques et cryptobanques

Des aventures risquées pour les consommateurs ?

Bien que les néobanques et des cryptobanques aient apporté l'eau au moulin dans un secteur jadis dominé par les banques traditionnelles, bon nombre d'experts ont fait savoir que ces nouveaux-venus représentent des aventures risquées pour les consommateurs.

● Issa SIKITI DA SILVA

Selon PA Consulting, une néobanque est 100% numérique et utilise des applications et des plateformes en ligne pour soutenir ses clients, plutôt que des succursales physiques traditionnelles. Stéphanie Garrel, rédactrice de Mobile Transaction France, renchérit que certaines néobanques possèdent une licence bancaire et sont donc des banques sans agence, tandis que d'autres n'en ont pas et sont décrites comme des « intermédiaire financiers », car elles utilisent les services d'une banque qui héberge les fonds des clients. La liste de 13 néobanques publiée sur le site de Neobanks.app comprend trois néobanques nigérianes, une de l'Afrique du Sud et une égyptienne. Charlie Perreau du Journal du Net définit une cryptobanque comme un établissement bancaire dont la particularité est de proposer à la fois des produits financiers classiques en monnaie fiat (euro, dollar, CFA) et en cryptomonnaies. Par exemple, le client d'une cryptobanque peut à la fois payer en euros et bitcoins via son compte courant. Certains

observateurs catégorisent déjà des entreprises FinTech fiables comme Binance comme des cryptobanques même si elles n'ont pas une licence bancaire. Binance, une entreprise prospère qui a plus de 15 millions d'utilisateurs, 1,4 millions de transactions par seconde et 2 milliards de dollars de volume de trading moyen, envisage d'acquiescer des banques et des processeurs de paiement au Brésil.

Aventures à haut risque

Si pour les consommateurs, cette révolution financière signifie un accès potentiellement plus large à de meilleurs services, les experts craignent que ces segments d'activité s'accompagnent de risques à l'échelle du système. Selon le Fonds monétaire international (FMI), la finance décentralisée, connue en anglais comme « DeFi », est particulièrement vulnérable aux risques de marché, de liquidité et de cybersécurité. « Les cyberattaques, qui peuvent être graves pour les banques traditionnelles, sont souvent mortelles pour ces plateformes, dérobant des actifs financiers et minant la confiance des utilisateurs », expliquent Antonio García Pascual et Fabio Natalucci, deux experts du FMI. A en croire ces deux éminents économistes, le manque d'assurance des dépôts dans la DeFi pourrait symboliser que tous les dépôts seraient à haut risque, car historiquement, les retraits importants de clients font souvent suite à des nouvelles de cyberattaques contre des fournisseurs. Récemment, Binance avait bloqué 281 comptes personnels nigériens apparemment dans le but d'assurer la sécurité de la plateforme et prévenir la fraude. En outre, les néobanques sont plus exposées que les banques traditionnelles aux risques liés aux prêts à la consommation qui bénéficient généralement de moins de protection contre les pertes, car ils ont tendance à être moins garantis, ont indiqué Antonio García Pascual et Fabio Natalucci dans une tribune publiée sur le site du FMI. « Leur exposition s'étend également à une prise de risque plus élevée dans leur portefeuille de titres, ainsi qu'à des risques de liquidité plus élevés (en particulier, les actifs liquides détenus par les néobanques par rapport à leurs dépôts ont tendance à être inférieurs à ceux détenus par les banques traditionnelles) ».

HOROSCOPE finance

Bélier Au cours de cette journée un peu chancelante, gardez-vous de toute spéculation ; laissez ce genre de risque aux aventuriers professionnels. Regardez-y à deux fois avant de prêter de l'argent à des personnes qui ne sont pas tout ce qu'elles s'efforcent de paraître. Certains natifs tireront profit d'un second métier ou d'un passe-temps.

Taureau Avec Mercure dans votre camp, vous n'aurez aucun mal à équilibrer votre budget, et pourriez même bénéficier d'un apport d'argent imprévu et... bienvenu. Neptune, l'un des astres qui dirigent pour vous le plan financier, travaillera de concert avec Saturne, une planète d'organisation, ce qui vous aidera à agir en excellent gestionnaire.

Gémeaux Côté argent, il faudra vous serrer la ceinture. Si vous vous laissez aller à multiplier les dépenses superflues, l'équilibre de votre budget ne tardera pas à être compromis.

Cancer Vous allez probablement dépenser sans compter et pas toujours à bon escient. Ne soyez pas aussi large : on va finir par abuser de votre gentillesse. Sachez que l'estime et l'amitié ne s'achètent pas. Comptez plutôt sur vos compétences et vos qualités de cœur.

Lion Avec l'appui musclé de Neptune en bons aspects, vous passerez une journée sans problème financier et pourrez même espérer des rentrées conséquentes ou une prime quelconque. Si votre métier touche de près ou de loin la joaillerie, faites preuve de vigilance et de prudence dans vos diverses transactions.

Vierge Pluton, en aspect harmonieux, devrait jouer positivement pour vous en matière financière, vous aidant à augmenter vos revenus, à choisir de meilleurs placements, et à vous lancer dans des investissements rentables. Pour quelques natifs, un héritage est possible.

Balance Autant le préciser tout de suite : cette configuration de Saturne n'augure rien de fameux dans le secteur finances. Au mieux, elle vous contraindra à accepter une période de restriction. Au pire, elle va provoquer de nombreux retards dans des rentrées d'argent, ce qui vous obligera à refaire vos comptes. En attendant que la situation se rétablisse, ce qui ne saurait tarder, essayez de ne pas en faire une maladie.

Scorpion Resserrez les cordons de votre bourse, sinon vous craquerez pour un oui pour un non. Et ce ne sera vraiment pas le moment ! D'autres dépenses, indispensables celles-là, vont se présenter : tâchez d'y faire face.

Sagittaire Sur le plan financier, votre côté plutôt rêveur et insouciant pourra vous faire rater d'excellentes occasions que vous offrira Saturne. Aussi serait-il utile, en cette journée, de vous adjoindre l'aide d'une personne plus réaliste et plus compétente.

Vendredi 1er Avril 2022

L'environnement astral de la présente journée pourra vous ouvrir l'appétit pour les gains pécuniaires au point de dépasser tous vos espoirs. La spéculation, en particulier, sera très alléchante et, pour une fois, vous feriez bien de succomber à la tentation. On ne peut évidemment prétendre que l'opération se fera sans risques, mais ceux-ci seront acceptables si vous savez vous cantonner dans les limites raisonnables.

Capricorne La Lune en cet aspect vous donnera de la combativité, mais aussi un besoin de satisfaire toutes vos envies de luxe et de prodigalité. Soyez raisonnable : évitez les dépenses inutiles, pour ne pas vous priver du nécessaire.

Verseau Votre jugement en matière de finances sera obnubilé aujourd'hui par l'action hostile de Pluton mal aspecté. Vous risquez fort de faire une mauvaise évaluation de la conjoncture. Ce ne sera donc pas le moment de vous lancer dans des spéculations trop importantes.

Poissons Soyez d'une extrême prudence dans vos dépenses, en particulier si elles impliquent un emprunt de longue durée. Les dettes sont faciles à contracter et les dépenses plus faciles encore à effectuer, mais les remboursements seront plus pénibles qu'il n'y paraît : voilà le piège qui vous attend ! Et tout le monde sait aussi que "les dettes réduisent l'homme libre en esclave" (Publius Syrus).

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007

Sikèkòdjì zone résidentielle, 2^{ème} rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site : www.leconomistbenin.com

Directeur Général

Léonard DOSSOU

(00229) 95 429 626 / 97 096 417

Assistant du Directeur Général

Calixte ADIYETON

(66 232 545)

Secrétaire caissière

Ella Viviane HOUHOMEGAN (97 14 85 43)

Directeur de publication

Jules AFFODJI

Raoul Gandaho

(Correspondant Ouémé Plateau)

Noël Y. TETEGOU

(Br. Borgou/Alibori)

Jules Daniel Mahuto

(Correspondant Zou-colline)

Modeste COCO (Consultant)

Représentant de l'Economiste du

Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant France

de l'Economiste du Bénin

Tel +330671790990

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Directrice commerciale

Rigel BATCHO

(69190880)

Graphiste

Crespin N'SODAI

(96564330)

Secrétaire de rédaction

Abdul Wahab ADO

(66656265)

Rédacteurs

Nestor DEHOUNDJII

Félicienne HOUËSSOU

(96 92 43 46)

Bidossessi WANOU

(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU

Hubert DOSSOU

Falco Vignon

Romuald NOUDEDJI

(Correspondant Mono-

Couffo)

BOAD Board of Directors:**New Commitments of 98.56 Billion CFA francs Authorised***(Benin gets 17.5 billion for the ProSeR 2 Project)*

On Thursday, 19 May 2022, the Board of Directors of the West African Development Bank (BOAD) met face-to-face in Dakar, Senegal. This 130th Annual Meeting, held under the chairmanship of Serge EKUE, Chairman of the Board of Directors, President of BOAD, authorised new commitments of 98.56 billion CFA francs.

The 130th BOAD Board of Directors authorised new commitments for an amount of 98.56 billion CFA francs. A total of six project funding proposals were approved by the Directors. XOF 15 billion will be allocated to the Programme d'Appui au Développement des Economies Locales du Burkina Faso (PADEL, Phase 3). With a view to contributing to the socio-economic improvement of the populations at the grass-roots level in the regions of Burkina Faso. This project will focus, inter alia, on the development of employment channels in communities, and basic infrastructures for the benefit of the populations, and microenterprises. It will also work to strengthen the social protection and resilience of vulnerable households and their inclusion in the economic circuit. In favour of Benin, the Directors have agreed on a financing of XOF 17.5 billion. This envelope is dedicated to the ruminant herd sedentarization project, Phase 2 (ProSeR 2). The project will release and secure 57,000 ha of land for pastoralists and agro-herders for forage production, installing a Pastoral Pilot Camp (PPC), and strengthening 126 pastoralists' camps. It is also planned to promote industrial units, set up production kits and strengthen the capacity of livestock farmers.

XOF 66.06 billion to basic infrastructures

Strengthening the rainwater drainage network in the city of Ouagadougou (development of the outfall at the Bangr Weogo Park in Burkina Faso) was granted a loan of XOF 4.5 billion.



To contribute to the improvement of the living environment of the Ouagadougou populations, the project aims in particular to facilitate the drainage of rainwater by reducing, very significantly, the rate of flooded dwellings during rainy seasons. It will increase the number of people with access to sustainable sanitation. In addition, XOF 25 billion was allocated to Senegal for the construction of 1,529 classrooms, replacing temporary shelters, and ancillary works and XOF 6.56 billion for the construction and operation of a 120 MW combined-cycle thermal power plant by Malicounda Power SAS in Malicounda. The latter will contribute to improving the quality of electricity supply service and will ensure better coverage of the demand while securing electricity supply in the country. The first will cover the 14 regions of Senegal, and will contribute to meeting the demand for classrooms and improving the quality of the school environment. It aims to improve learning conditions for more than 85,000 disadvantaged children and to reduce the drop-out rate in the schools concerned by 50%. The loan approved in Côte d'Ivoire is worth XOF

30 billion and will cover the construction and equipment of four (04) high schools of excellence and one (01) girls vocational school with boarding. The project will promote excellence through the establishment of dedicated educational infrastructure to increase the enrolment and completion rate of girls in secondary education. An overall capacity of more than 1,600 students is targeted, including 1,200 boarders. The 04 high schools will be built in the cities of Abengourou, Divo, Korhogo and Man, while the vocational school will be built in Bouna. A redevelopment of the loan characteristics for the partial financing of the project to extend and modernise the infrastructure of the Felix HOUPHOUËT-BOIGNY International Airport in Abidjan, Côte d'Ivoire by AERIA SA was also approved. These new approvals bring BOAD's total commitments (all operations combined) since its operational activities started in 1976 to XOF 6,845.8 billion. It should be noted that the members of the Board subsequently gave a favourable opinion on BOAD's Short-Term Capital Enhancement Measures.

African Countries' Human Rights Ranking:**Benin, 16th in Economic Equality for Women in 2021**

In terms of respect for human rights and economic equality for women, particularly in entrepreneurship, law, etc., the World Bank, through the WBL index, ranks Benin 16th in Africa and 3rd in the West African Economic and Monetary Union (WAEMU). This can be found in its 2021 report.

The World Bank's WBL index based on women, business and law measures the laws and regulations of 190 countries in eight areas that impact women's economic participation: mobility, work, remuneration, marriage, parenthood, entrepreneurship, assets and retirement. The report assessed the performance of 190 countries around the world in adopting reforms to reduce inequalities between women and men. On the continent, several of the 54 countries considered saw their overall scores in the WBL index rise in terms of ranking; Benin is ranked 16th in Africa in 2021. In the West African Economic and Monetary Union (WAEMU), Côte d'Ivoire is at the top. It is followed by Togo and then Benin which is third in the WAEMU area. On the continent, outside Gabon, we can notice the efforts made by Benin, which has removed restrictions on the employment of women in the construction sector, Angola, which has adopted a law criminalizing sexual harassment at work, and Togo, which has enacted a new law that no longer prohibits the dismissal of pregnant employees. According to the World Bank's WBL Index, in 2021, nearly 2.4 billion women still did not have the same economic rights as men in the world. In Africa, although no country has achieved full parity, many efforts continue in this area. Also according to the World Bank report, in 2021, Africa and the Middle East registered the strongest improvement in terms of gender equality.



This is reflected in the 2022 edition of the World Bank's Women, Business and Law (WBL) report.

In sub-Saharan Africa, for example, Gabon saw its score increase from 57.5 in 2020 to 82.5 in 2021, the score of 100 reflecting perfect parity under the law. That performance, which made the relevant Central African country the country that had adopted the most reforms in the world last year, was due to the complete reform of its civil code and the promulgation of a law to eliminate violence against women. According to the World Bank, these measures have brought about significant reforms in five of the nine indicators on which the report is based. "These amendments have given women the same rights as men to choose their place of residence, to obtain employment without their husband's permission, and they have removed the obligation for women to obey their husbands and allow them to be heads of households on an equal footing with men," says the Bretton Woods Institution. In North Africa, which is

considered one of the most unequal regions for women in the world, there has also been significant progress. For example, Egypt had adopted legislation to protect women from domestic violence, and had facilitated their access to credit by prohibiting gender-based discrimination in financial services.

Challenges to be met
Despite these efforts, the report indicates that African countries still have considerable margins for the development of fully egalitarian societies. In the world, 12 countries have reached the perfect score of 100, showing that they have reached legal parity between the sexes, but no African State is part of it. However, 17 countries on the continent have scores greater than or equal to 80; 14 have scores between 70 and 79; and 17 have scores between 50 and 69. This is a situation that reflects a slow but certain improvement in the field. This World Bank report shows the true face of the implementation of some reforms for the sustainable and inclusive development of States.

Digital Economy in Uemoa:**MicroSave Helix is Worried about Barriers to Merchant Payment**

An international consulting firm specializing in financial, economic and social inclusion, MicroSave Helix (MSH) organized on Thursday, May 19, 2022, a webinar on merchant payment in the West African Economic and Monetary Union (WAEMU). With the participation of various financial institutions, this virtual meeting made it possible to formulate recommendations for the promotion of digital payment in the WAEMU area.

With its share of innovations, digital technology, which has emerged in the financial sector in recent years, leading to an expansion of mobile money services, is struggling to truly integrate habits into WAEMU. Obviously, "more than 80% of payments in the WAEMU area continue

to be made in cash despite increasingly inclusive innovations in digital payments." The international consulting firm specialised in financial, economic and social inclusion, MicroSave Helix (MSH) has decided to focus on the real obstacles to the acceleration of digital payments in the area. This is what explains the hol-

ding of the webinar which was attended by some financial experts including Koffi Fabrice Djossou, BOAD main expert in digital economy of, and Irène Kieru, Francophone Africa Business Development Manager of Eclectis International. While it should be noted that, despite the efforts of States, cash pay-

ment remains the king and seems to be installed for a long time, there are several reasons for this, according to the experts. These include: the low education level of the populations, the additional transaction costs, the excessive rigour of BCEAO towards Fintechs (unlike East Africa, which is a model in terms

of commercial payment) in addition to the quality of the infrastructure. To improve the uptake of market payments in the WAEMU, it is important, according to experts, to: raise the level of public awareness; set up a platform to capitalize on successes and propose better solutions to challenges. In addition, there is the im-

portance for States and financial institutions to think about the drastic reduction of transaction costs which present themselves as new charges to the populations in case of commercial payment. Striking a balance between financial technological innovations and market regulation remains an important step in promoting the digital economy.

Exécution du budget 2022

Les informaticiens du MEF outillés sur le système d'information

Du 08 au 20 mai 2022, divers responsables du Système d'information de gestion des finances publiques (SIGFP) du Ministère de l'économie et des finances ont participé à un atelier de stabilisation du SIGFP, organisé à Abomey par l'équipe technique du Comité de Gestion du Système d'information gestion des finances publiques (CG-SIGF) au premier trimestre 2022. C'est Bertrand OTEYAMI, de l'Unité d'appui au pilotage des réformes (UAPR) qui a représenté le Secrétaire Général du Ministère (SGM) du MEF à la cérémonie de clôture de l'atelier en présence du préfet du Zou Firmin Kouton et d'autres responsables du MEF.



● Abdul Wahab ADO

Dans son allocution à la clôture de l'atelier de stabilisation du SIGFP par l'équipe technique du Comité de Gestion du Système d'information gestion des finances publiques, le préfet du Zou, Firmin Kouton a fait savoir qu'il se réjouit que la formation soit organisée à Abomey. L'autorité préfectorale a aussi indiqué que les résultats obtenus et les recommandations vont pallier aux difficultés rencontrées dans l'exécution du budget 2022 d'une part, et permettre également une gestion plus fluide en gestion de l'informatique du budget d'autre part.

Le Directeur de l'informatique du budget, François BEKPON, pour sa part, a indiqué que l'objectif de l'atelier qui a réuni les informaticiens est de prendre en compte la préoccupation de la gestion du budget 2022 au premier trimestre. Il a souhaité l'accompagnement de l'équipe de la coordination du Système d'information de gestion des finances publiques. Il faut signaler qu'il y a une présentation du rapport final de l'atelier suivi de la validation par les participants. Pour Bertrand OTEYAMI, représentant le SGM du MEF, « La cérémonie s'inscrit dans le cadre de la clôture de l'atelier de développement et de stabilisation du SIGFP en vue de la prise en compte des tâches au titre du premier trimestre 2022 ». Pour lui, « la décision de mettre en œuvre les directives communautaires relatives aux finances publiques adoptées en Conseil

des ministres en 2009 par les pays de la zone UEMOA a entraîné la mise à niveau des systèmes actuels en la matière au Bénin (...). La Stratégie de refonte du Système d'Information de Gestion des Finances Publiques élaborée à cet effet est essentiellement caractérisée par la mise en œuvre du Projet d'Appui à la Gouvernance Economique (PAGE), le Développement de l'application et l'approbation du système par les bénéficiaires que sont les Directions en charge du budget et de la comptabilité de l'Etat ». Le représentant du SGM du MEF a expliqué que « le Système d'information de gestion des finances publiques (SIGFP) est un système intégré qui couvre la dorsale Budget-Comptabilité pour la préparation, l'exécution et la comptabilisation du Budget de l'Etat. Il s'agit d'une application Web développée à partir d'une seule base de données unique de préparation budgétaire, d'exécution budgétaire et de comptabilité générale du budget. La mise en production du nouveau système est précédée de l'exécution des budgets

gestion 2020 et 2021 en double commande avec un dispositif de contrainte de saisie dans les deux (2) systèmes (SIGFiP et SIGFP). Le représentant du SGM du MEF, Bertrand OTEYAMI a ajouté que l'évaluation de la double commande a révélé que le nouveau système est fonctionnel et permet d'exécuter toutes les opérations budgétaires. Néanmoins, les dysfonctionnements signalés qui participent d'un véritable rodage du nouveau système devront permettre de stabiliser l'application en vue de l'effectivité de la bascule générale en mode programme pour la gestion 2022. Dans le cadre de l'organisation de l'exploitation du Système d'Information de Gestion des Finances Publiques (SIGFP), le Ministre de l'Economie et des Finances, Ministre d'Etat a pris le 29 janvier 2021, l'arrêté portant création, attributions et organisation du Comité de Gestion du Système d'Information de Gestion des Finances Publiques (CGSIGFP). « Les résultats impressionnants obtenus lors de la mise en œuvre de cette feuille de route et qui ont conduit à la bascule générale en mode programme de toute l'administration des finances publiques béninoises, nous rassurent de vos capacités techniques en matière de construction de logiciel. C'est pourquoi, en organisant cet atelier, nous sommes convaincus que les résultats attendus seront atteints avec les mêmes efficacités », a indiqué Bertrand OTEYAMI.



Processus d'élaboration et du suivi du budget

Wanep-Bénin met les Osc devant leurs responsabilités

Les membres des Cellules de participation citoyenne (Cpc) et les Organisations de la société civile (Osc) du sud-Bénin étaient en formation à Bohicon, le jeudi 19 mai dernier. Organisée par Wanep-Bénin, en collaboration avec la Giz, cette session de formation sur le suivi budgétaire a duré deux jours.

Si le budget de l'Etat est l'acte de prévision et d'autorisation annuelles de perception des impôts et de dépense des deniers publics, il est important pour une allocation plus efficace des ressources, une amélioration des services sociaux et une meilleure gouvernance que les Organisations de la société civile (Osc) participent à la mobilisation des ressources d'une part, et qu'elles suivent comment ces ressources collectées et mobilisées aussi bien auprès des populations que des Partenaires techniques et financiers sont utilisées, d'autre part. Malheureusement, le constat est tout autre. Peu d'Osc s'intéressent aux différentes étapes de l'élaboration du budget de l'Etat, de son exécution et aux possibilités pour elles d'agir pour améliorer l'efficacité de l'action publique en faveur de tous les citoyens, usagers, contribuables et agents de l'Etat. Un dysfonctionnement que Wanep-Bénin s'emploie à corriger. Ainsi, par le biais du projet « Accroître la transparence et la participation des citoyens dans le processus budgétaire au Bénin », Social Watch Bénin a lancé quatre séries de formation au profit des Osc et des membres des Cpc, des pools thématiques intervenant dans les Communes, des plateformes d'Osc et les faïtières sur le



suivi budgétaire. Cette activité s'inscrit dans la mise en œuvre du projet « Réforme des finances publiques pour l'atteinte des Odd et le renforcement de la mobilisation des recettes de l'Etat » (ReFORME), financé par la Giz. Selon Florentin Bocovo, représentant de la Présidente du Conseil d'administration de Social Watch Bénin, elle vise le renforcement de capacités des membres des Cpc et des pools thématiques intervenant dans les Communes à s'impliquer et à initier des actions de suivi du budget de l'Etat au niveau local. Ceci, pour une contribution qualitative de la société civile béninoise dans la gestion des finances publiques.

Plusieurs thématiques ont meublé la formation
Les participants ont suivi plusieurs communications portant, entre autre, sur la « Participation citoyenne à la gestion des finances

publiques : Fondement juridique et modalités de participation » ; « Processus budgétaire au Bénin : grands principes et différentes étapes du processus » ; « Suivi des Osc lors de la préparation et du vote du budget » ; « Suivi des Osc lors de l'exécution et du contrôle de l'exécution du budget » et enfin sur la « Stratégies de suivi budgétaire par les Osc ». Sous la conduite des personnes averties, les participants se sont appropriés les nouveaux outils leur permettant de jouer pleinement le rôle qui est leur dans leur Commune. A la suite des exposés, ils ont élaboré une feuille de route pour le suivi budgétaire 2022 et 2023, la liste des actions à mener et stratégies de mise en œuvre pour le suivi de l'exécution du budget 2022 et la présentation du budget 2023.

Rock Amadji
(Correspondant
Zou-Collines)

Université d'Abomey-Calavi

Des nouveaux frais de délivrance des actes à l'UAC

Dans une note en date du 26 avril 2022, le recteur de l'Université d'Abomey-Calavi (UAC), professeur Félicien Avlessi a détaillé les différents frais auxquels les étudiants feront face dans la demande de divers actes administratifs ou inscription pédagogique que ce soit dans les écoles et facultés. L'intégralité de la décision rectorale.

RUBRIQUES		COÛTS EN FCFA		
		Licence	Master	Doctorat
Etude des dossiers d'admission				
Anciens bacheliers		2 000	-	-
Dossier CUA		10 000	15 000	20 000
Dossier UO		2 000	2 000	2 000
Relevé de notes/semestre				
Ecole + formations payantes des facultés		500	500	500
Facultés (formations non payantes)		1 000	1 000	1 000
Duplicata		2 000	2 000	2 000
Inscription pédagogique par semestre				
Formations payantes		-	-	Gratuit
Formations payantes		500	-	-
Autres frais				
Attestation de diplôme		2 000	2 000	2 000
Diplôme formations payantes		3 000	3 000	Gratuit
Diplôme formations non payantes		3 000	3 000	3 000
Supplément au diplôme		5 000	5 000	5 000
Duplicata de diplôme		20 000	20 000	20 000
Attestation de succès		1 000	1 000	1 000
Frais de soutenance pour formations payantes		-	-	Gratuit
Frais de soutenance pour formations non payantes		40 000 par mémoire	-	-
Frais de TP d'analyses chimiques ou à consommables hormis le matériel spécifique		1 000	1 000	1 000
Sortie pédagogique		Gratuit, hormis des frais de transport, d'hébergement, de sécurité et autres frais spécifiques à la discipline.		
Reclamation par élément constitutif (EC)		1 000	1 000	1 000
Programme de formation à télécharger sur le site de l'UAC		Gratuit		
Fiche d'information sur le cursus		Gratuit		
Note de cours et de TP		Gratuit		



Vérifiez la couverture et la qualité de service de votre réseau mobile avec **L'ATLAS DE COUVERTURE** via le lien

<https://atlas.arcep.bj/>

Ou téléchargez l'application mobile sur :



ou

